

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-gloutonnerie-de-la-finance-usamericaine>

Contre-révolution politique

La glotonnerie de la finance usaméricaine.

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : jeudi 8 janvier 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Question : Une contre-révolution est-elle possible sans une révolution ? En toute logique, peut-être pas ; en Amérique, c'est tout à fait possible, comme peut l'illustrer désormais la loi de finances de 1000 milliards de dollars, en attente de promulgation. La pression est présente, et se focaliser exclusivement sur l'opportunisme des républicains (retard, menace de fermeture des administrations fédérales, chantage), c'est sous-estimer et se méprendre sur le compte des forces en jeu : la financiarisation du capitalisme Américain, le parti démocrate, qui, en servant et promouvant les intérêts des banques, est tout autant complice, l'échiquier politico-idéologique structuré autour de deux partis qui tend toujours plus vers la droite, et, dans le cas présent, la confirmation de l'accélération de la dominance des groupes dirigeants comme s'ils se trouvaient sur une voie à sens unique. En effet, la mutilation du texte de la loi Dodd-Frank permet à nouveau de déréguler les transactions sur les produits dérivés, le gouvernement se pliant aux volontés de cette espèce de joueurs de première catégorie et leur apportant son soutien en leur garantissant un renflouement grâce à l'argent des déposants dans le cas où les paris ne seraient pas fructueux.

Mais ce n'est pas une nouveauté, c'est tout bonnement le scénario de 2008 qui se répète étant donné (une fois de plus) la volonté des deux partis de tenir la place de la Chambre des représentants (comme Las Vegas doit être envieuse !) dans cette entreprise de jeux d'argent. Ce n'est pas nouveau : Clinton avait déjà entrepris d'abroger la loi Glass-Steagall au milieu des années 90, en portant au pouvoir la bande menée par le tandem Rubin-Summers en faveur de la déréglementation au ministère des Finances, au Council of Economic Advisers (le Conseil des conseillers économiques), ainsi qu'au niveau du système de législation directe, abandonnant le système bancaire sous les auspices des libéraux, telle une proie facile pour les grandes banques qui se serrent les coudes. De nos jours, les républicains ne font qu'approuver et compléter les pouvoirs étendus de Wall Street sur la scène politique mondiale et son rôle dans l'économie nationale, c'est-à-dire, le cadre décisionnel plus large, influant sur la fusion du militarisme et du capitalisme en Amérique. Rien n'est laissé au hasard. Je dis cela non pas parce que je suis un partisan des théories du complot, je suis seulement les tendances, comme celles relatives aux décisions encourageant l'intervention, l'affrontement, et les prétentions hégémoniques à une suprématie mondiale unilatérale.

Ce n'est pas une coïncidence que la nouvelle loi de finances consacre pratiquement la moitié (490 milliards de dollars) du montant total à la défense, sans réduction aucune pour ce secteur, à la différence de l'adroitte diminution du budget qu'a subi le filet de sécurité sociale. Mais pourquoi la situation devrait-elle être différente, étant donné que cette phase, peut-être nouvelle, du capitalisme a pour objectif de mettre le capitalisme financier lui-même sur le pied de guerre et/ou dans une posture expansionniste de façon permanente ? Revenons dix décennies en arrière, à l'ouvrage de Rudolf Hilferding intitulé *Das Finanzkapital* [Le capitalisme financier] (1910) afin de voir dans quelle direction nous nous dirigeons (ou bien où nous sommes déjà arrivés), un bond dangereux ou qualitatif dans le développement du capitalisme avec les perspectives et conséquences militaristes que cela comporte, ainsi que l'embrigadement (« modéré » ou « strict »), les manipulations, profiter des récompenses comme autant des miettes laissées sur la table, ou bien, à présent, dans une zone floue, la surveillance de masse, l'illusion d'un Ennemi universel / omniprésent, Le Terroriste, nécessitant la mise en place de l'Etat de sécurité nationale...du peuple américain. Les Etats-Unis ont tramé ce plan au moins depuis l'époque d'Hilferding, avec les périodes de Peur Rouge et les raids Palmer, jusqu'au maccarthysme et aux atteintes aux libertés civiles par la NSA (curieusement, ces évènements ont eu lieu pour la plupart sous les gouvernements démocrates).

Donc, brièvement, voici la théorie d'Hilferding à titre d'information (ainsi que mes explications à son sujet, principalement au travers de l'ouvrage de Paul Sweezy, *The Theory of Capitalist Development* [La théorie du développement capitaliste]) pour comprendre les événements actuels. Pour commencer il serait judicieux d'évoquer comment le rôle de l'impérialisme et du militarisme, dans le remplacement et la destruction partielle de la politique du « laisser-faire » (en anglais dans le texte), a ouvert la voie au capitalisme financier, qui encourage davantage la sous-consommation et creuse plus les écarts entre les classes (situation dans laquelle, selon moi, nous nous trouvons actuellement !) que lors de la période industrielle du capitalisme. Les polémiques internes soulevées au sein des économistes marxistes à l'époque de la Première Guerre mondiale, sur l'importance de la sous-consommation et du taux de profit en baisse, sont trop obscures pour que je les comprenne, cependant je note

qu'Hilferding a identifié l'expansibilité du capitalisme dans sa forme financière : le monopole et avec lui, naturellement, le militarisme. (Il est pratiquement donné à tous de comprendre cette conclusion sans avoir besoin d'être un marxiste ; les dirigeants et le système de pouvoir américains ont agi en supposant que le monopole et le militarisme étaient les conditions sine qua non du développement du capitalisme usaméricain pendant au moins plus d'un demi-siècle.)

Par conséquent, il n'y a aucune théorie selon laquelle l'effondrement du capitalisme est automatique, ce dernier faisant partie, j'imagine, avec le système de fusion en place, des facteurs encourageant l'impérialisme et le militarisme : le système ne se dissoudra pas tout seul (le social-démocrate Hilferding a involontairement cru en la nécessité d'une révolution). Les Etats-Unis n'ont pas la moindre idée des subtilités de ce débat marxien, on voit néanmoins que le système est à l'oeuvre, constamment sur la voie de la contre-révolution (une organisation sociétale Réactive, même depuis le début : Louis Hartz, concernant les idées régnantes de Locke, a fait remarquer dans son livre intitulé *The Liberal Tradition in America* [Histoire de la pensée libérale aux Etats-Unis] que les Etats-Unis étaient un pays avancé dès leur création, et n'avaient pas besoin de se développer), et tentant constamment d'étendre son modèle capitaliste quel qu'en soit le prix.

Le système de fusions, avec l'essor de l'entreprise moderne en tant que base du capitalisme industriel, comportait en lui-même la phase suivante, celle du capitalisme financier, dans laquelle toutes les chicanes se révèlent tandis que le chef d'entreprise est déconnecté du processus de production et consacre tout son être aux profits, à l'influence, aux transactions, aux raccourcis, à l'émission de fausses actions. Pourquoi accuser Bernard Madoff d'être l'exemple même de la falsification d'une économie politique passant d'un processus de concentration industrielle à un processus de concentration financière, alors que des gens de cet acabit existent depuis des années ? La pénétration des marchés, bien sûr, mais les jongleries financières, l'accumulation des combines et contrôles financiers à l'échelle internationale par le biais d'organismes dirigés par les américains, pas tous à la fois, pas dans les années 20, pas non plus lors de Bretton Woods, mais aujourd'hui, le FMI, la Banque Mondiale, le couple idéal pour le capitalisme américain (même l'externalisation des activités manufacturières américaines afin de mettre un peu d'ordre dans cette pagaille), ou plus spécifiquement, Morgan Chase et autres.

« Les profits des fondateurs d'entreprise » constitue l'argument générique d'Hilferding, que l'on doit expliquer en détail, développer, et déformer pour parvenir à la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement. « Le contrôle des marchés » sonne mieux, mais il se peut quand même que l'on y prête de moins en moins attention, à mesure que la manipulation pure et simple du système financier devient une fin en soi : voilà ce à quoi je fais référence quand je parle de glotonnerie. Pourquoi s'embêter à réaliser des profits à l'ancienne à travers la production, surtout lorsque le système politique américain est aux ordres des gars de Goldman [Sachs], de Jamie [James Dimon], de la Bank of America, qui mènent tous la bataille pour se débarrasser des garanties relatives aux transactions sur les produits dérivés, telle qu'elles sont prévues dans la loi Dodd-Frank. Je pense que l'on peut s'arrêter là avec Hilferding (j'ai à peine effleuré le sujet, et je lui ai encore moins rendu justice), mais nous avons un superbe exemple face à nous, à cet instant précis, des excès du capitalisme financier, et d'Obama, qui, pour sa part, huile les rouages. Ne commettez pas l'erreur des partisans du déterminisme structurel (Hilferding ne l'a pas commise), les capitalistes et leurs larbins (de quoi d'autre peut-on qualifier Obama et tous les Démocrates, à l'exception de quelques-uns d'entre eux, les Républicains, cela va sans dire, les quelques-uns dont l'opposition à cette législation est motivée par des éléments sans rapport avec le sujet et non pas par des principes) doivent continuer activement de faire progresser le favoritisme bancaire/en affaires, et ne pas croiser les bras en attendant simplement que les choses se passent.

Je commence par l'article d'Ed O'Keefe publié dans le Washington Post, intitulé « la Chambre des représentants a voté la loi de finances de 1000 milliards de dollars » (12 décembre), par 219 voix contre 206, quelques heures avant une paralysie des administrations fédérales. A présent, nous connaissons les détails, ce qui m'intéresse, c'est le désaccord entre Pelosi [Nancy] et certains députés démocrates à la Chambre des représentants face à Obama, dont la lâcheté et la déloyauté ont été révélées au grand jour. Lorsqu'une motion de procédure pour commencer le débat

a enfin été adoptée, ce furent Obama, Biden, ainsi que des fonctionnaires de la Maison Blanche, qui « ont aidé à obtenir un soutien suffisant », « au travers de démarches concertées de lobbying », afin que cela puisse arriver, Obama promettant de promulguer la loi si elle était votée. Une capitulation majeure, sauf qu'Obama était déjà à la solde de Wall Street. Pelosi a, à juste titre, dénoncé un chantage (une paralysie des administrations fédérales). Ses paroles témoignent de son heure de gloire (il y en a eu d'ailleurs peu). Elle a déclaré : « Le fait que la Maison Blanche estime que le seul moyen d'obtenir un projet de loi est de consentir à cela [« cela » étant l'annulation des garanties prévues par la loi Dodd-Frank concernant les transactions sur les produits dérivés] me déçoit énormément. »

Les démocrates étaient mécontents. Obama et sa bande ont exercé des pressions directes afin de soutenir le projet de loi : « Outre Obama et Biden, Jeffrey Zients, le président du National Economic Council [Conseil économique national] d'Obama, ainsi que Shaun Donovan, le directeur du budget à la Maison-Blanche, ont passé un coup de fil aux démocrates indécis. Les élus démocrates de la commission des finances du Sénat [Barbara Mikulski, présidente de la commission, et Christopher Coons] ont fait de même. » Denis McDonough, le secrétaire général de la Maison-Blanche, a également fait un très gros effort, « en lançant en personne un appel à soutien jeudi soir [la nuit où le projet de loi a été adopté] lors d'un meeting à huis clos dans les sous-sols du Capitole des Etats-Unis. » Et en prime, les restrictions applicables au montant autorisé des dons pour les campagnes électorales ont été radicalement assouplies - et le bilan d'Obama est lamentable, à mon avis, il fallait s'y attendre. 139 démocrates ont voté contre le projet de loi, 59 ont voté pour, y compris Steny Hoyer, le responsable de la discipline parmi les membres de la minorité de la Chambre des représentants. Pour donner du courage aux démocrates à la Chambre des représentants, Elizabeth Warren a fait la veille un courageux discours au Sénat, auquel James Moran, député démocrate de Virginie à la Chambre des représentants, a réagi, à la façon de la vieille école, en lui tirant à boulets rouges : « On agit ainsi lorsque l'on est candidat à la présidence. On se place sur le devant de la scène tout en sachant que beaucoup ne laisseront personne plus à gauche les devancer. » Voilà ce qu'est le progressisme selon le parti démocrate.

Mais Obama et compagnie, ainsi que des collègues sénateurs démocrates, ne sont pas les seuls à appeler au soutien du projet de loi. Le titre de l'article de Steven Mufson et Tom Hamburger publié dans le Wonkblog [blog regroupant des articles traitant d'économie et de politique américaines] du Washington Post est parlant : « Jamie Dimon a décroché son téléphone et a vivement recommandé le soutien de la réglementation sur les produits dérivés contenue dans le projet de loi de finances » (12 décembre).

Les démocrates, en particulier les bizuths du Congrès, sont soit si faibles ou si opportunistes, dans l'un ou l'autre cas, ils sont exagérément en extase devant l'argent et remplis du plus grand respect pour les grands banquiers (cela est peut-être dû à l'attrait pour la porte tambour) pour se ranger du côté de la Haute Finance et mettre à sa disposition la totalité de ce que le peuple possède. On soupçonne qu'il suffirait d'un simple coup de fil de la part de Dimon, Obama se préoccupant peu de savoir quels intérêts sont servis. Voici ce que les journalistes ont écrit : L'acrimonie entre Obama et son parti « reposait principalement sur un seul point du texte de loi de 1600 pages consistant à maintenir le financement des administrations fédérales : les banques devraient-elles être autorisées à effectuer des investissements à risques garantis par l'argent des contribuables ? » Attaquer une disposition majeure de la loi Dodd-Frank est suffisamment alarmant, cependant, ils ajoutent, « des conseillers ont déclaré que d'après le vocabulaire employé dans le projet de loi, ce dernier semblait avoir été directement rédigé par les lobbyistes des plus grandes banques du pays, ce que les démocrates ont trouvé d'autant plus scandaleux. » Cette disposition était si importante pour ces entreprises et leurs bénéficiaires [Concernant le secteur bancaire, on a tendance à négliger le montant de ces derniers qui dépendent de cette...mine] que Jamie Dimon, le directeur général de J.P. Morgan, a téléphoné en personne à certains législateurs pour les pousser à voter en faveur du projet de loi, d'après une personne au fait de ces tentatives. »

Josh Earnest, le porte-parole d'Obama, a déclaré, « Le président est satisfait », et que le fait qu'« une disposition spécifique de ce projet de loi composite serait liée à l'assouplissement d'une disposition de la loi de réforme de Wall

Street » ne lui plaît pas, cependant, « à tout prendre, [il] croit fermement que cette proposition de compromis mérite son soutien. » Quiconque étant familier avec le langage particulier de Washington sait que « compromis », loin de vouloir signifier honte, est employé pour proclamer une Victoire, comme si les choses avaient en grande partie retrouvé leur place. Heureusement, Mufson et Hamburger ne se sont pas laissé duper par ces raisons bidons : « Cependant « cette disposition » n'est pas n'importe laquelle. Elle vise le principe même de la réforme Dodd-Frank car elle permettrait aux grandes banques d'entreprendre des activités risquées avec des fonds garantis par le gouvernement fédéral, et par conséquent par les contribuables. » Pelosi, qui a identifié les enjeux (à présent, les investissements les plus risqués bénéficient d'une garantie de la FDIC, alors que la loi Dodd-Frank exigeait que les transactions sur les dérivés sur événement de crédit et tout le reste, soient transférées dans des entités distinctes, garantie qui est passée à la trappe), a superbement relevé dans son discours : « [Avec cet amendement] on est revenu au schéma classique républicain selon lequel les gains sont privatisés et les risques nationalisés. Si l'on réussit, on empêche la mise. Si l'on échoue, le contribuable paie l'addition. » C'est d'une logique irréfutable, sauf pour les banquiers (ou peut-être savent-ils exactement de quoi il retourne, et passent donc à l'offensive).

L'*American Banking Association* (ABA) [Association des banquiers US], en la personne de James Ballentine, qui en est le vice-président exécutif des relations avec le Congrès et des affaires politiques, a réponse à tout. Établir des entités distinctes « afin de pouvoir se livrer au commerce des produits dérivés et des matières premières, ce n'est pas pratique. » De plus, les banques se trouvent limitées dans leur capacité à consentir des crédits à leurs clients. La plus révélatrice, et déchirante, « [Établir des entités affiliées distinctes] empêche les sociétés, qu'il s'agisse d'exploitations agricoles familiales ou d'entreprises du secteur de l'énergie, souhaitant se prémunir contre les fluctuations des prix des matières premières de faire du one-stop shopping. » Laissons le dernier mot de cette histoire à Simon Johnson du MIT [Massachusetts Institute of Technology]. Pourquoi ce changement ? « C'est parce qu'il y a beaucoup d'argent en jeu. Ils veulent pouvoir prendre de gros risques sur lesquels ils profiteront des avantages et le contribuable en subira les désavantages potentiels. » Johnson n'est aucunement un fervent radical. C'est l'ancien économiste en chef du FMI et il est professeur à la *Sloan School of Management* du MIT.

Comme on pouvait s'y attendre, les banques s'affairaient depuis quelques temps à faire pression pour obtenir cette révision de la loi Dodd-Frank. Je n'ai pas encore parlé de Citigroup. Il faut maintenant remonter au mois de mai 2013, à l'article d'Eric Lipton et Ben Protess du *New York Times* intitulé « Les lobbyistes des banques contribuent à la rédaction du projet de loi de finances » (23 mai), comme base préparatoire de ce que nous réserve la loi de finances, à présent présentée au Sénat, et à laquelle Obama a donné sa bénédiction (ainsi qu'Harry Reid, qui est en contraste radical avec Pelosi) afin de garantir son adoption. Nous croyons que les lois sont faites par les législateurs - quels imbéciles nous sommes. Dans l'article de Lipton et Protess, il est écrit que : « Les lobbyistes des banques ne laissent pas le soin aux législateurs d'élaborer des lois permettant d'assouplir la réglementation financière. Au lieu de cela, ils apportent leur contribution en les rédigeant eux-mêmes. » Citigroup a été l'auteur « d'un projet de loi qui est passé sans difficulté » au Comité des services financiers de la Chambre des représentants et grâce auquel « un vaste éventail de secteurs échapperaient à toute nouvelle réglementation. » « Plus de 70 des 85 lignes du projet de loi du Comité des services financiers de la Chambre des représentants » reflétaient les recommandations de Citigroup. « ...deux paragraphes cruciaux...ont été copiés presque mot pour mot. » Pas mal pour un Congrès indépendant, immunisé contre des échecs de réglementation.

Ceci se déroule sous la vigilance d'Obama, et les journalistes peuvent déclarer en toute neutralité, que « cette campagne de lobbying démontre à quel point, trois ans après l'adoption au Congrès de la plus vaste révision de la réglementation depuis la Grande dépression, Washington devient plus accueillante aux yeux de Wall Street. Cette dernière entretient à présent des relations cordiales avec un nombre croissant de démocrates, aussi bien à la Chambre des représentants qu'au Sénat, dont le soutien est nécessaire aux banques si elles souhaitent annuler certains volets de [la loi Dodd-Frank] ». Je reconnais accorder peu de considération aux dons électoraux dans mon explication du fonctionnement du processus législatif, néanmoins, je me rattrape, et cela m'a fait me souvenir de la description faite par V.L. Parrington du Grand Barbecue après la guerre de Sécession [expression utilisée par ce dernier pour décrire la période de largesses du gouvernement envers le capitalisme industriel]. Lipton-Protess :

« Et tandis que sa campagne de lobbying s'intensifie, l'industrie financière a doublé ses dons, déjà importants, aux causes politiques. Les législateurs qui, ce mois-ci, ont appuyé les projets de loi défendus par Wall Street ont reçu deux fois plus d'argent de la part d'organismes financiers en comparaison avec ceux qui s'y sont opposés... Ces dernières semaines, des groupes de Wall Street ont également organisé des dîners de collecte de fonds en faveur des législateurs qui co-promouvaient ces projets de loi. Lors d'un dîner., des dirigeants d'entreprise ainsi que des lobbyistes ont versé jusqu'à 2 500 dollars afin de pouvoir dîner dans la salle privée d'un restaurant grec situé à quelques rues seulement du Capitole avec Sean Patrick Maloney, membre de la Chambre des représentants et démocrate de l'État de New York, et co-promoteur du projet de loi défendu par Citigroup. »

Si seulement on réfléchissait profondément à la question des conflits d'intérêts ! Jim Himes, qui entamait son troisième mandat comme membre démocrate du Congrès et représentant du Connecticut [au moment de la rédaction de l'article], également responsable des collectes de fonds du parti à la Chambre des représentants, membre du Comité des services financiers, ancien banquier chez Goldman Sachs, et « l'un des principaux bénéficiaires des dons venant de Wall Street », a déclaré, certainement dans un état d'angoisse, « à aucun moment je ne contesterai les problèmes d'un système qui exige de ses législateurs un nombre considérable de levées de fonds . C'est consternant, révoltant, cela engendre du gaspillage et ouvre la porte aux conflits d'intérêts et à la corruption. C'EST MALHEUREUSEMENT LE MONDE DANS LEQUEL ON VIT [J'ai préféré mettre cette dernière phrase en majuscules.]. » En bref, voici le slogan des démocrates leur servant à tout justifier, des attaques contre la loi Dodd-Frank aux assassinats par drones armés, à la surveillance de masse, aux affrontements avec la Russie et la Chine, au présent cas de favoritisme en direction des banquiers et qui fait partie de ce même système permettant de justifier l'ingérence, le militarisme, et l'impérialisme, une fois encore, sous la vigilance d'Obama (qui poursuit la voie de ses prédécesseurs, mais aussi renforce sa politique dans des domaines cruciaux). Wall Street semble reconnaître qu'il est plus facile d'avoir affaire aux démocrates, qui se permettent de se poser en libéraux et réformistes en essayant d'imposer tout un programme Réactionnaire. (Évidemment ceci nous révèle un aspect du libéralisme et des réformes : complètement travestis depuis le New Deal, si ce n'est avant cette période.)

L'article du *New York Times* de Jonathan Weisman intitulé « La mesure contenue dans le projet de loi de finances visant à soutenir les grandes banques provoque un scandale » (12 décembre) n'apporte pas grand-chose au débat si ce n'est que Simon Johnson y avait soulevé un point intéressant concernant l'abrogation de la disposition relative aux produits dérivés prévue dans la loi Dodd-Frank : « M. Johnson a déclaré que mentionner les fermes familiales et les banques de petite taille [en référence aux propos de Ballentine rapportés plus haut] n'était qu'une manoeuvre spécieuse. Les quatre plus grandes banques réalisent plus de 93 pour cent des transactions sur les produits dérivés aux États-Unis. Il a ajouté que cette campagne pour l'annulation de cette disposition a été menée en leur faveur. » Et enfin nous avons l'article de ses confrères journalistes du *New York Times* Ashley Parker et Robert Pear intitulé « La Chambre adopte in-extremis le projet de loi de finances, évitant ainsi la paralysie des administrations fédérales ; 1000 milliards de dollars consacrés aux dépenses publiques » (12 décembre), révélant le soutien d'Obama ainsi que celui de la majorité du parti démocrate. Steve Israel, membre démocrate du Congrès et représentant de l'État de New York, s'est fait l'écho des critiques faites par Pelosi :

« Ce projet de loi est un double revers pour les électeurs issus de la classe moyenne. Il affaiblit la réglementation concernant les grandes banques et le Congrès s'en voit récompensé par l'augmentation des plafonds des dons électoraux versés par les gros donateurs. Voilà précisément pourquoi les électeurs de la classe moyenne ont du mépris pour le Congrès. »

Je ne suis pas très à l'aise avec l'emploi de « classe moyenne » pour désigner l'opposition. Des expressions telles que la classe ouvrière, les travailleurs pauvres, les minorités, semblent plus pertinentes. Cependant, dans le tumulte d'une contre-révolution, on se contente de ce qu'on veut bien nous donner, même une candidature de Warren à la présidentielle (surfons sur la vague de cette désignation), quoiqu'il lui reste à nous révéler ses positions en matière de politique étrangère.

Voici mes commentaires sur l'article du *New York Times* de Parker et Pear, même date :

En ce qui concerne les démocrates, ce fut une Nuit d'Infamie. Le parti mérite d'échouer de la manière la plus totale qui soit : des lâches, à l'écoute Wall Street, favorables aux guerres et interventions, et que l'on peut difficilement distinguer des républicains.

Ce fut pour Pelosi l'occasion de briller, sa première prise de position courageuse après s'être accommodée pendant tant d'années à la Droite. Avec un peu de chance, la division entre Pelosi et Obama s'accroîtra, l'attention des rares progressistes qui demeurent encore dans le pays est désormais éveillée sur la Déloyauté d'Obama, il n'y a qu'un minuscule pas entre *Barack Wall Street Obama* et *Barack Assassinats par drones Obama*.

Que le phénomène Américain du Parti Unique se poursuive. Avec les républicains aux commandes et une opposition négligeable et inepte, nous devrions voir une montée du Corporatisme-Militarisme au point que l'on pourra le décrire en un seul mot : à savoir, le fascisme.

Les richesses tiennent les rênes. Les produits dérivés sont de retour. Le sentiment de haine envers le monde (Obama a déjà renforcé les tensions avec la Chine et la Russie) va désormais s'exprimer sans retenue. D'ici dix ans, nous serons témoins d'un changement social démontrable, d'une tendance irréversible au réchauffement de la planète, d'une augmentation des dépenses militaires et de la concentration des richesses, tout ceci ayant été amorcé depuis des décennies.

Peut-être que la seule chose positive à retenir de ce fiasco actuel, est qu'il a permis de révéler qu'Obama est un imposteur, et que le parti démocrate est INDIGNE de son passé. FDR se retourne dans sa tombe à Hyde Park.

Norman Pollack pour [Counterpunch](#)

Original : « [Political Counterrevolution : Gluttony of American Finance](#) »

[Counterpunch](#). USA, le 15 décembre 2014.

* **Norman Pollack** a écrit sur le populisme. Il s'intéresse aux théories sociales et à l'analyse structurelle du capitalisme et du fascisme. Il peut être contacté à pollackn@msu.edu

Traduction de l'anglais pour [El Correo](#) de : Sheila Carby

[El Correo](#). Paris, 31 de mars 2015.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.